

Conseil de Toulouse Métropole
16 février 2023
Intervention d'Odile Maurin

Liminaire du groupe Alternative pour une Métropole Citoyenne

Monsieur le président, chers collègues,
Notre groupe tient à saluer les dizaines de milliers de manifestantes et manifestants qui s'opposent à une réforme aussi injuste que brutale.

Car notre collectivité est pleinement concernée par ce projet de réforme :

- Parce que, comme 80 % des français, les citoyens de la métropole exigent le retrait de ce projet de loi,
- Parce qu'en tant employeur, elle sait qu'il est impossible de faire travailler plus longtemps,
- Parce que sa cotisation retraite va augmenter de 1% alors que ce ne sera pas le cas pour les autres employeurs privés ou publics,

Nous nous félicitons donc de voter conjointement un vœu demandant l'annulation de cette clause du projet de loi.

Mais, sur le cœur du sujet, le report de l'âge légal de départ à la retraite, quelle est votre position, à vous, M. Moudenc ?

- 64 ans comme M. Macron et Mme Borne ?
- 65 ans comme Mme Péresse que vous avez soutenue lors de la Présidentielle ?

Vous ne pouvez pas vous dérober sur cette question essentielle en vous cachant derrière la pseudo neutralité de cette institution au regard de ce projet de loi entre les mains du Parlement.

Quelle cohérence de considérer que vous n'avez rien à dire sur l'article 7 de la loi qui prévoit le report de l'âge légal et en revanche, de vous positionner sur un autre article qui concerne la cotisation employeurs des collectivités territoriales, mesure qui relève pourtant du même projet de loi.

C'est la raison pour laquelle nous avons été très surpris de l'annonce que les vœux s'opposant à la réforme des retraites ne seraient pas pris en compte. Nous espérons que cette contradiction flagrante sera résolue d'ici la fin du conseil.

Nous attendons, M. Moudenc, votre position sur cette réforme.

Pour notre part, nous défendons les intérêts de la majorité de la population contre les mesures antisociales, d'où qu'elles viennent, et c'est avec cette logique que je voudrais évoquer la question de la ZFE, autre mesure antisociale.

Alors, pourquoi la métropole met en place une ZFE ?

Parce que depuis 2017, le Conseil d'Etat demande au gouvernement de faire respecter les normes européennes de qualité de l'air, en vain.

Et en octobre 2019 puis fin 2021, la France a été condamnée pour ses taux de dioxyde d'azote sur 12 agglomérations, dont Toulouse. Sachant que la pollution de l'air provoque de 40 à 100 000 décès par an en France.

Et sur Toulouse, entre 8 et 10 000 personnes vivent dans une zone qui dépasse les limites réglementaires. Chez ces populations vivant principalement à proximité des grands axes automobiles, on constate par exemple une augmentation de 15 à 30% des cas d'asthme chez l'enfant.

Il est donc essentiel d'agir sans attendre !

Vous affirmez que l'Etat oblige Toulouse à mettre en place la ZFE.

Il est pourtant possible pour les grandes villes d'échapper à la ZFE si elles démontrent que les actions mises en place permettent de réduire les concentrations en dioxyde d'azote pour au moins 95 % de la population, dans des délais plus courts ou similaires.

Donc la question que nous devons nous poser est de savoir qu'est-ce que Jean-Luc Moudenc et son équipe ont fait depuis 2017 pour préserver la santé des habitants de la métropole et pour mettre en place des solutions justes socialement dans un cadre démocratique. La réponse est simple : RIEN DU TOUT.

Au contraire, il a continué à faire croire que la métropole pouvait continuer à grossir indéfiniment et que la technologie résoudrait tout. Malgré les alertes sur la catastrophe sociale attendue, M. Moudenc a persisté à pousser habitantes et habitants à changer de voitures, pour le plus grand bonheur des constructeurs automobiles. Mais au détriment des ménages qui n'ont pas les moyens de s'acheter un véhicule électrique. Et au détriment des enjeux climatiques auxquels on sait bien que la réponse n'a rien à voir avec équiper tout un chacun de S.U.V.

Il fallait construire dès 2014 un vrai plan de déplacement urbain pour toute la métropole !

Au lieu de cela, nous avons eu droit à un Plan de déplacements annulé faute d'alternative, un Plan local d'urbanisme habitat annulé pour insincérité, un métro promis pour 2024 et incapable d'arriver avant 2029 ou 2030, dont le budget explose.

Dans une politique qui, 3^e ligne de métro comprise, ne va pas améliorer la circulation d'après les études multimodales que vous nous refusiez depuis 2 ans. La situation sur le réseau routier va continuer de se dégrader à tel point que le périphérique, je cite, sera « saturé dans son ensemble en heure de pointe du soir (...) jusqu'à 15 kilomètres du centre-ville de Toulouse sur la quasi-totalité des voies » en 2030.

Et rien sur l'autre source majeure de pollution au dioxyde d'azote : les émanations de chauffage. Là aussi il fallait mener une vraie politique de rénovation thermique et des sources de chauffage au bois permettant de diminuer l'impact du chauffage.

Avec ces politiques, nous n'aurions peut-être pas été une des villes listées dans la condamnation de l'Etat français.

Vous n'avez pas non plus informé ni impliqué les habitants à temps, seul moyen pour trouver des solutions adéquates et permettre l'acceptabilité des réformes.

Vous n'avez pas plus dénoncé les vignettes Crit'air, aberrantes et injustes ni la prolifération des S.U.V électriques.

Vous saviez depuis 2017 que vous alliez devoir agir, mais vous avez limité votre action à des primes qui n'ont rien à voir avec les enjeux : 476 primes en 2 ans quand les Crit'air 3 à 5 sur la Métropole c'est plus de 150 000 véhicules.

Vous n'avez rien fait en dehors de promouvoir l'achat de S.U.V et vous osez ces temps-ci parader dans la presse en parlant d'écologie populaire ! Quel cynisme ! Quelle récupération politique ! Comme si vous découvriez le sujet...

Il faut revoir les scénarios de création d'une ZFE avec les habitants. En accord avec nos objectifs de justice sociale. Parce que, nous, si nous sommes volontiers critiques, nous sommes force de proposition depuis le début.

L'urgence aujourd'hui, après 8 ans de perdus, c'est un plan massif de transports permettant du transport collectif en site propre pour les bus, en articulation avec le transport ferré. Des transports cadencés, à haute fréquence et forte amplitude horaire, capables de concurrencer la voiture et de desservir l'ensemble de la métropole. Urgence d'alternatives efficaces avec des services express métropolitains ou RER reliant mieux les villes-centres avec le reste de l'agglomération.

Nous devons donc :

- Développer massivement les alternatives à la voiture individuelle et à l'autosolisme : plan de covoiturage, autopartage, voie réservée bus et covoiturage sur la rocade, etc.
- Investir une petite part avec la région des 1,6 milliard d'euros pour le RER, sachant que le volume de voyageurs pourrait dépasser les 100 000 par jour. Les études multimodales prouvent que la majorité a menti en parlant de 3 milliards et de 30 000 voyageurs.
- Augmenter le budget alloué au développement de pistes cyclables pour atteindre 50M€/an avec de vraies pistes sécurisées.
- Avancer d'urgence vers une formule d'abonnement unique qui permette d'accéder à l'ensemble de l'offre des transports avec une tarification solidaire.
- Recenser les véhicules Crit'Air 5-4-3 de la métropole et de sa périphérie, et envoyer une lettre d'information à tous les propriétaires concernés.
- Organiser des débats afin de décider ensemble ce que doit être une ZFE, respectueuse de l'enjeu climat, socialement respectable, et qui n'exclut pas.
- Ouvrir un guichet unique « ZFE » regroupant toutes les aides et assurant un accompagnement individualisé pour travailler les solutions de mobilité de chacun.
- Proposer des aides réellement adaptées pour les ménages les plus modestes afin de leur permettre, si nécessaire, d'acquérir un véhicule moins polluant. Et aider à la mise en place de solutions de retrofit, pour sortir du véhicule thermique sans changer de véhicule, tout en développant un tissu industriel local, par exemple à Franczal au lieu de fantasmer sur des Hyperloop.

- Et il faut protéger d'urgence les populations les plus exposées à la pollution en proposant des logements dans des lieux moins exposés et cesser de construire en proximité de rocade, avec en prime la pollution des avions et leur bruit.

Le fond du problème, c'est une question d'aménagement du territoire et non une question de type de véhicule. Vivre et travailler près de chez soi, c'est ce vers quoi on doit réellement tendre.

Vous craignez un retour des Gilets Jaunes sur la question des ZFE, mais vous n'avez décidément rien compris à leur message principal : l'écologie ne peut s'affranchir de la justice sociale.

M. Moudenc, prenez vos responsabilités.